

"Ce sont les Burundais qui doivent résoudre ce problème" dit l'ONU

PANA, 01 février 2016 - Ban Ki-moon invite les dirigeants du Burundi à poursuivre le dialogue et à écouter leur peuple. Addis-Abeba, Ethiopie - Le gouvernement et le peuple du Burundi devraient résoudre la crise politique qui dure depuis des mois dans ce pays par un dialogue inclusif, a déclaré le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, en clôture durant trois jours de réunion avec les dirigeants de l'Union africaine (UA), dimanche, avertissant que la dégradation de la situation au Burundi était "une source de forte préoccupation, non seulement dans la région, mais pour tout le continent et le monde".

"Les Nations unies ont toujours exhorté, en particulier les responsables politiques burundais, y compris le président Pierre Nkurunziza, à engager un dialogue inclusif, en écoutant avec attention les préoccupations et les aspirations du peuple burundais", a dit Ban Ki-moon aux journalistes lors d'une conférence de presse résumant ses activités dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, où il rencontrait les dirigeants africains depuis vendredi pour le 26^{ème} Sommet de l'Union africaine. Un communiqué de l'ONU obtenu dimanche par la PANA indique que M. Ban Ki-moon a félicité les dirigeants de la Communauté de l'Afrique de l'Est et de l'UA pour leurs efforts diplomatiques constants pour ramener la paix et la stabilité au Burundi. "Malheureusement, la situation se dégrade. Plusieurs personnes ont été tuées et presque quotidiennement, nous voyons ce genre de violence se produire", a-t-il déploré, en notant que peut-être un million de personnes ont été touchées par l'instabilité politique et la crise humanitaire qui ont éclaté en avril 2015. Le président Nkurunziza a annoncé qu'il briguait un troisième mandat. Alors qu'il abordait le sujet avec des dirigeants africains, dont la présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, le patron de l'ONU a souligné qu'avant tout, ce n'est pas l'ONU ou les dirigeants des pays voisins mais "le peuple et le gouvernement burundais qui doivent résoudre ce problème par un dialogue inclusif. Puisque nous n'avons pas obtenu les résultats escomptés, cette situation est devenue une source de forte préoccupation, non seulement dans la région mais sur le continent et dans le monde". Il a poursuivi en notant que, samedi, il avait rencontré le deuxième vice-président burundais, Joseph Butore, parmi d'autres responsables, en insistant sur le fait que les Nations unies "tenaient véritablement à ramener la paix et la stabilité et la dignité humaine, au peuple burundais. En répondant à des questions sur le déploiement des troupes de maintien de la paix de l'UA au Burundi, M. Ban Ki-moon a souligné que le gouvernement burundais n'avait pas accepté ce déploiement et qu'en ce qui concernait l'ONU, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et au consentement du gouvernement, une petite mission politique conduite par le Conseiller spécial, Jamal Benomar, a été déployée. "Nous tentons désormais d'utiliser cette mission politique spéciale comme moyen d'aider à faciliter le dialogue. Ce travail est toujours en cours", a-t-il expliqué. "J'invite les dirigeants africains à agir et à s'exprimer d'une seule voix. C'est une question de dignité humaine et de droits humains. Plus cette situation persistera, plus de gens seront tués et touchés. (...) Nous ne pouvons pas attendre plus longtemps, c'est la raison pour laquelle, c'est une urgence et que j'appelle les dirigeants africains à agir de concert et que j'invite particulièrement le président Nkurunziza et son gouvernement à écouter avec beaucoup d'attention et à engager un dialogue inclusif", a souligné le Secrétaire général de l'ONU. En revenant sur certaines de ses autres activités à Addis-Abeba, M. Ban a déclaré qu'il s'attendait à ce que les dirigeants du Soudan du Sud n'aient pas respecté le délai pour la formation d'un gouvernement de transition, ce qui, selon lui, "est essentiel et urgent pour mettre fin aux souffrances indicibles du peuple sud-soudanais". Dans les discussions sur la Libye, le Secrétaire général a déclaré qu'il avait souligné la nécessité de s'appuyer sur l'accord de Gouvernement d'union nationale et a encouragé tous les acteurs libyens à soutenir et à se joindre à cet effort, pour aider à établir la paix et la stabilité. Et sur la Somalie, il a discuté avec les dirigeants régionaux de l'importance d'accroître le soutien à la Mission de l'UA dans ce pays (AMISOM), pour consolider les acquis et apporter le soutien nécessaire aux forces de sécurité nationales. Le communiqué indique que M. Ban Ki-moon a commencé son intervention en évoquant des situations en dehors de la région africaine, comme la crise syrienne et les négociations de l'ONU qui se sont ouvertes à Genève vendredi "pour mettre un terme à cet horrible conflit qui dure depuis cinq ans". "Je suis heureux que ces négociations aient commencé. L'ambassadeur spécial Staffan de Mitsura dirige désormais ces négociations", a déclaré le patron de l'ONU, en invitant toutes les parties à "placer le peuple libyen au cœur de leurs discussions et au-dessus des intérêts partisans". Évidemment, a-t-il insisté, les civils, dont les femmes et les enfants, sont les principales victimes de ce conflit. "Nous devons de toute urgence envisager une fin des combats, des sièges et des autres terribles violations des droits humains qui caractérisent cette guerre", a-t-il déclaré.